

**Conférence de presse de l'USPA dans le cadre du Festival de la Fiction TV
La Rochelle – jeudi 16 septembre 2026**

Discours d'Isabelle Degeorges, Présidente de l'USPA

Chers collègues, chers partenaires, chers amis,
C'est un grand plaisir de vous retrouver ici à La Rochelle.

Je ne vais pas vous refaire le diagnostic de la crise que nous traversons.
Vous la connaissez. Vous la vivez.
Et Stéphane et Amanda vont, dans quelques minutes, revenir très concrètement
sur nos dossiers, nos négociations et nos combats.

Ce matin, j'ai plutôt envie de vous parler :
De ce que nous pouvons faire
Et de ce que nous allons faire

Parce que oui, la période est difficile.
Mais je refuse de croire que cette chute serait inéluctable.
Nous avons des atouts considérables
Et un public qui aime toujours autant nos histoires.

Notre responsabilité aujourd'hui n'est pas de défendre notre modèle comme une
forteresse.
C'est de le faire bouger.
De l'adapter.
De nous battre pour que la France reste l'un des meilleurs endroits au monde pour
créer, produire et fabriquer des œuvres.

Ce n'est pas le moment de douter de notre valeur.
Nous avons en France un modèle de production indépendante exceptionnel.
Il a fait ses preuves. Et il mérite qu'on se batte pour lui

Nos séries voyagent. Nos talents sont recherchés. Nos équipes savent fabriquer des séries et des films extrêmement ambitieux.

Et dans la compétition mondiale qui s'accélère, notre culture, notre capacité de production, notre soft power sont des actifs stratégiques.

Mais notre système est fragile et peut rapidement être mis à mal par de mauvaises décisions ... ou par l'absence de décisions.

Et le gouvernement regarde à côté pendant que la maison prend feu

Les chaînes privées font face :

- A la concurrence féroce des plateformes de partage de vidéos sur le marché publicitaire
- Aux asymétries réglementaires qui jouent clairement en leur défaveur.

Le dossier est connu. Il est documenté. Et pourtant... rien ne bouge :
On laisse le modèle économique de nos éditeurs historiques s'affaiblir, pendant que les géants américains et chinois avancent avec un boulevard devant eux.

Cette inertie n'est plus possible !

Certaines règles du marché publicitaire doivent bouger, maintenant, sans attendre la fin de l'année 2026.

Nous nous battons aux côtés de nos diffuseurs pour que ces règles évoluent.

France Télévisions est un autre exemple frappant.

Le secteur privé est en crise, c'est donc le moment où l'audiovisuel public doit jouer pleinement son rôle de stabilisateur.

Le Gouvernement devrait mener une politique contracyclique et s'appuyer sur France Télévisions pour soutenir l'activité, pour soutenir l'industrie.

Mais c'est exactement l'inverse qui se produit : jamais la pression financière sur le groupe public n'a été aussi forte.

L'an dernier ici-même, nous sentions cette pression monter.

Et nous avons raison.

Car fin 2025, une digue est tombée : le ministère de la Culture a autorisé que l'effort budgétaire demandé à France Télévisions porte sur la création patrimoniale, et principalement sur la fiction.

C'est une rupture.

Et nous ne pouvons pas accepter qu'elle devienne la nouvelle norme !

Depuis près d'un an, la liste des productions et des développements arrêtés ne cesse de s'allonger. Unitaires, séries : rien n'est épargné.

L'activité est quasiment gelée, avec des conséquences dramatiques pour nos entreprises, pour l'emploi, pour les auteurs, pour les prestataires et pour les territoires.

France Télévisions est le premier partenaire de la création audiovisuelle française.

Les derniers mois ont été marqués par le calvaire de la commission Alloncle où un mensonge répétés plusieurs fois finit par devenir une vérité.

Tout n'est pas parfait chez France Télévisions mais on est très loin de la caricature qu'a essayé d'en dresser le rapporteur à des fins politiques.

France Télévisions doit continuer à se réformer et à alléger sa structure pour concentrer ses moyens là où ils doivent aller : dans ses programmes et dans ses offres. C'est sa mission. C'est ce que le public attend.

Nous demandons donc à la ministre de la Culture et au Premier ministre de défendre la création et que les 420 millions d'euros consacrés à la création audiovisuelle patrimoniale soient maintenus en 2027.

Pour nous, c'est un plancher.

Et nous défendrons ce plancher

De la même manière, nous défendrons les ressources du CNC.

Parce que c'est l'un des outils les plus intelligents que nous ayons inventés : ceux qui bénéficient de la valeur des œuvres contribuent à financer celles de demain par les taxes versées auprès du CNC.

Ce principe est plus moderne que jamais.

Car le monde a vraiment changé.

Regardons simplement l'écran qui est au milieu de nos salons.

France Télévisions, TF1, M6, Canal+, Netflix, Disney+, Prime, HBO, YouTube, Instagram : Tout est désormais au même endroit.

Pour le public, les frontières que nous connaissions entre télévision, streaming et plateformes sociales sont de moins en moins visibles.

Et ne nous trompons pas : c'est une formidable opportunité !

Les œuvres circulent davantage.

De nouveaux talents apparaissent

De nouvelles écritures se développent.

De nouveaux publics peuvent être touchés.

Mais pour que cette nouvelle économie soit durable, il faut que les responsabilités évoluent avec les usages.

Une plateforme qui recommande, hiérarchise, personnalise et organise la visibilité des contenus n'est plus un simple tuyau.

Elle joue un rôle dans notre paysage audiovisuel.

Et ce rôle doit avoir une contrepartie.

Nous avons dès maintenant un premier rendez-vous très concret : mettre fin à l'abattement de 66% dont bénéficient les plateformes de partage de vidéos sur la taxe affectée au CNC.

Le rapport du député Denis Masségli le recommande clairement.

Nous demandons au Gouvernement de prendre ses responsabilités et d'inscrire cette suppression dès la version initiale du projet de loi de finances pour 2027.

Ce n'est pas un combat contre YouTube.
Et encore moins contre les créateurs.

C'est exactement l'inverse : c'est reconnaître que cette économie est devenue une économie professionnelle, créatrice de valeur, et qu'elle doit désormais participer pleinement à l'écosystème dont elle bénéficie.

Et ce combat ne s'arrête pas à nos frontières.
Dans les mois qui viennent, la révision de la directive SMA va ouvrir une discussion essentielle en Europe.

Nous serons en première ligne.
Parce que l'Europe doit regarder les plateformes de partage de vidéos pour ce qu'elles sont devenues, et non pour ce qu'elles étaient il y a dix ans.

Et cette énergie qui nous anime tous, nous devons l'avoir aussi pour défendre notre culture et notre capacité à fabriquer nos œuvres en France.

Nous avons la preuve qu'une politique industrielle volontariste fonctionne.
Nous l'avons fait l'an dernier avec le crédit d'impôt international.
Nous avons adapté l'outil à la compétition mondiale, et les tournages internationaux sont déjà revenus en France.

Mais nous ne pouvons pas nous féliciter d'attirer des productions étrangères et regarder des séries françaises partir se fabriquer chez nos voisins.
Pour cela, nous avons le besoin impératif de faire évoluer notre crédit d'impôt domestique : Le crédit d'impôt audiovisuel.
Son taux théorique est de 25 %, mais les plafonds intermédiaires qui n'existent qu'en fiction le ramènent, le ramènent sur certaines œuvres à 15%.

Nous demandons la suppression de ces plafonds intermédiaires dans le PLF2027.
Ce n'est pas une décision facile dans le contexte budgétaire.
Mais c'est une décision de compétitivité.

Nous savons que cet outil fonctionne lorsqu'il est bien calibré.
Alors calibrons-le pour la réalité de 2027, pas pour celle d'hier.

Il y a enfin l'intelligence artificielle

L'IA est déjà là.

Elle va transformer une partie de nos métiers, de nos méthodes de travail et probablement de nos écritures.

À nous de nous en saisir.

Je veux que notre industrie expérimente, innove, invente de nouveaux outils et gagne en compétitivité.

Mais je veux surtout que cette révolution se construise avec les créateurs, les ayants droit et les techniciens, pas à leurs dépens.

Nous sommes donc favorables à la mise en œuvre d'une conditionnalité des aides du CNC telle qu'exprimée par la ministre de la Culture à Cannes, pour que l'Humain reste au centre de la création.

Sur l'IA, nous défendons trois principes très simples :

- Transparence,
- Traçabilité,
- Partage de la valeur.

C'est pourquoi nous soutenons la proposition de loi portée par la sénatrice Laure Darcos et demandons sa réinscription rapide au calendrier de l'Assemblée nationale.

Là encore, une partie décisive du combat se joue également au niveau européen. Nous devons y défendre une ligne qui ne choisisse pas entre innovation et création. Nous avons besoin des deux.

Alors oui, les prochains mois vont être chargés.

Et déjà, derrière, l'échéance présidentielle avec tous ses dangers, certains affichant ouvertement leur volonté de s'attaquer à tous les fondamentaux de notre industrie : CNC, crédits d'impôts, audiovisuel public.

Mais je ne veux pas que nous abordions ces rendez-vous en position défensive.

Nous sommes une industrie performante et génératrice de valeur

Nous avons des résultats à montrer

Nous savons ce qui fonctionne et ce qui doit changer.

Et nous avons des propositions pour défendre notre souveraineté culturelle et la dynamique économique de notre industrie.

Dans les mois qui viennent, l'USPA sera là où les décisions se prennent, en France comme à Bruxelles.

Pour proposer.

Pour convaincre.

Pour défendre notre culture

Pour construire des alliances.

Et quand il le faudra, pour se battre.

Car oui, la fiction française est au bord du gouffre mais on peut encore éviter qu'elle ne tombe dedans.

À condition de prendre la mesure de ce qui se joue et, surtout, de prendre maintenant les bonnes décisions :

Sur la publicité, sur France Télévisions, sur la contribution des nouveaux acteurs, sur les crédits d'impôt.

Je suis convaincue que nous pouvons sortir de cette période, plus forts, avec un modèle plus ouvert, plus équitable et mieux armé pour la compétition qui vient.

À condition de ne pas subir.

À condition d'agir maintenant.

Je voudrais terminer là où, finalement, tout commence pour nous.
Dans un bureau, autour d'un café
Avec un auteur.
Quelques pages sur une table.
Parfois seulement une idée.
Nous lisons.
Nous discutons.
Nous doutons.
Et puis, à un moment, nous décidons d'y croire.
Nous allons passer des mois, parfois des années, à développer cette idée.
À convaincre.
À chercher des partenaires.
À essuyer des refus.
À recommencer.

Puis un jour, si nous avons réussi, des centaines de personnes vont se mettre au travail pour fabriquer cette histoire.
Et même à ce moment-là, nous ne saurons toujours pas si le public sera au rendez-vous.
C'est cela, produire.
Prendre le risque de croire à une histoire avant de savoir si les autres y croiront.
Nous sommes nombreux ici à nous battre pour nos histoires, à échouer, à recommencer, encore.

C'est pour cette passion commune que nous menons tous ces combats.

Je vous remercie.